



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24h.

Fêtes de Noël et du Nouvel an (page 3)

# Une célébration en mode inflation



Selon les données de la BRB sur l'inflation, de janvier à novembre 2022, le taux d'inflation est passé de 12,3% à 26,8 %.

TRANSPORT

SANTÉ

SOCIÉTÉ



RN9

Une remise en état de praticabilité de la RN9 en cours (page 3)



Alcool

L'alcool tue à petit feu (page 4)



Education des enfants

La punition, un couteau à double tranchant dans l'éducation... (page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



## Editorial

## Un choc inflationniste



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication.

L'envolée des prix des denrées alimentaires se poursuit sur le marché local. Au cours de cette année qui prend fin, les cours des céréales les plus consommées affichent une courbe ascendante. Les importations timides des denrées alimentaires n'arrivent pas

à satisfaire les besoins alimentaires suite à la forte demande alors que la production agricole évolue en dents de scie. Paradoxalement, les prix augmentent alors que l'année 2022 a été consacrée à l'agriculture. Les aléas climatiques, les techniques rudimentaires de conservation de la récolte, la rareté et la cherté des intrants agricoles, notamment les fertilisants et les semences sélectionnées sont en grande partie responsables du faible rendement agricole.

Les effets rampants de la pandémie de Covid-19 exacerbés par les tensions entre la Russie et l'Ukraine affectent l'économie nationale. La crise russo-ukrainienne affecte à plusieurs niveaux l'économie mondiale. Les prix de l'énergie et des matières premières augmentent fortement. Ce qui se répercute sur les prix à la consommation des

produits manufacturés, surtout les produits importés. A l'échelle internationale, les économistes décrivent le choc actuel comme une combinaison à la fois d'une hausse des prix de l'énergie, des prix des produits agricoles et de ceux des métaux. Pour les grandes économies, l'augmentation des facteurs de production est indexée sur les prix de revient. Les industriels vont répercuter cette hausse des coûts des facteurs de production dans leurs prix de vente

Les données macroéconomiques montrent que le pays connaît une situation inflationniste sans précédent. Le taux d'inflation annuel qui s'établissait à 12% au début de cette année dépasse 26% aujourd'hui. Cette inflation est due principalement aux prix des produits alimentaires qui augmentent d'un mois à un autre.

D'après les données de la Banque Centrale, l'inflation actuelle se rapproche à celle des années 1997 où le pays a frôlé les 40% entre avril et mai de la même année sur une moyenne annuelle de 30%. A cette époque, le pays était visiblement sous embargo. Les pays de la sous-région avaient bloqué les marchandises à destination du Burundi ou les exportations depuis le pays.

L'état se resserre autour des consommateurs. La hausse généralisée des biens de consommation et des services affecte notre vécu quotidien. Pour la première fois, un kilo de riz importé se négocie à 5000 FBu. La hausse des prix frappe de plein fouet les ménages qui doivent mobiliser des revenus supplémentaires pour subvenir aux besoins de la famille.

Les pénuries intempestives du carburant paralysent l'activité économique. Malgré la hausse du prix du carburant à la pompe à deux reprises cette année, la situation ne fait que s'empirer. Les officiels promettent des solutions durables à ce problème de pénurie récurrente de carburant dans les plus brefs délais. Avec l'arrivée d'un autre acteur et non des moindres, la société nationale de distribution de l'eau et de l'électricité, les propriétaires des engins roulants se frottaient les mains, mais cela a duré le temps de la rosée. Le Burundi vit pour la nième fois une pénurie de carburant avec toutes les conséquences que cela comporte. Par effet de contagion, la pénurie de ce produit stratégique aura une incidence sur l'indice des prix à la consommation.

### Alain Majesté Barenga dans un jury qui va élire le meilleur footballeur africain de LaLiga



Le journaliste et chroniqueur sportif burundais Alain Majesté Barenga a été désigné par la Ligue Espagnole de Football (LaLiga) parmi les chroniqueurs du football africain qui vont faire partie du jury qui va choisir le meilleur joueur africain évoluant dans la première division du championnat espagnol.

Selon une correspondance de la LaLiga Africa, les votes du jury seront comptabilisés à 50%. Les autres 50% sont réservés aux supporters.

### Le carburant de type essence toujours un casse-tête



Une pénurie répétitive du carburant type essence s'observe sur les stations-services. Dans un tweet du 20 décembre 2022, le ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines communique au public que des problèmes logistiques ont occasionné cette pénurie.

« Suite à la résolution de ces problèmes logistiques qui ont conduit à la pénurie de l'essence, ce produit sera disponible sous peu au même titre que le gasoil aujourd'hui », lit-on sur le compte twitter dudit ministère.

### Le Burundi décroche des financements des partenaires au sommet USA-Afrique

À son retour dimanche 18 décembre 2022 du sommet des USA-Afrique qui s'est tenu du 13 au 15 décembre 2022, Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi a annoncé de nouveaux financements des partenaires.

« Un fonds américain d'investissement dans le secteur privé s'est engagé à prêter aux hommes d'affaires Burundais environ 450 millions USD comme capitaux de démarrage dans le secteur de l'industrie, surtout de transformation des produits agricoles et de l'élevage », relate le site de la Présidence de la République du Burundi.

La Banque Mondiale a, à son tour, accepté de débloquer une enveloppe de 150 millions USD. Cela pour la construction des routes Bujumbura-Gitega et Bujumbura-Gitaza.

### La BRB, les banques commerciales et les établissements financiers pour un secteur bancaire solide



La Banque de la République du Burundi a rencontré les ADG des banques commerciales et de la BNDE pour échanger sur les défis auxquels fait face le secteur bancaire. Les échanges ont été faites après trois présentations sûres : le renforcement des fonds propres des banques commerciales, les réformes de la politique monétaire et de change et l'état des lieux des services financiers numériques. Pour la première présentation, la BRB a pris successivement des mesures visant le renforcement des fonds propres des établissements de crédit, notamment pour l'amélioration d'au moins 65% du résultat distribuable dans les réserves. Mais au regard des risques auxquels font face les établissements de crédit dans l'exercice de leurs activités, il y a nécessité de penser à relever le niveau du capital social minimum réglementaire.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

#### Taux de change du 22 Décembre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2045	2078
Euro	2177	2212
Shi. Kenyan	16,6163	16,8843
Shi. Tanzanien	0,8771	0,8913
Shi. Ougandais	0,5612	0,5702
Fr Rwandais	1,9202	1,9512

# Une remise en état de praticabilité de la RN9 en cours

Pour limiter les pertes en carburant, celles du temps de passage et les dégâts causés aux véhicules, un tronçon de la RN9 est en train d'être remis en état sur une distance d'environ 9 Km. Les usagers de cette route acclament

Depuis vendredi le 16 décembre 2022, un tronçon de la RN9 est en train d'être remis en état.

S'exprimant sur les ondes de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB), Capitaine Dieudonné Dukundane, ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux a informé que c'est dans le but de faciliter la fluidité de la mobilité que la décision de remettre en état ce tronçon de la RN9 a été prise.

Pour lui, l'équivalent des dépenses liées aux tracasseries sur cette infrastructure dont les pertes en carburant, les pertes en termes de temps, celles liées au coût d'achat des pièces de rechange serait utilisé dans les travaux de développement du pays.

## L'heure du produit fini n'a pas encore sonné

Toutefois, Capitaine Dukundane annonce que les travaux en cours n'ont pas de rapport avec la réhabilitation de ce tronçon de la RN9, un projet connexe à la réhabilitation et à la modernisation du port de Bujumbura.



Depuis vendredi le 16 décembre 2022, un tronçon de la RN9 est en train d'être remis en état.

Ce dernier a été pensé en termes de 2 voies et partira de la gare routière en passant par les Brasseries et Limonaderies du Burundi (Brarudi). Il va par après bifurquer vers le marché appelé communément «Chez Sion» pour rejoindre le rond-point des Nations Unies (NU), vers la RN9 sur une distance d'environ 9 km jusqu'à la rivière Gikoma séparant la commune Ntahangwa de

la mairie de Bujumbura et la commune Mutimbuzi de la province de Bujumbura.

Malgré cela, le ministre en charge des infrastructures a déclaré que la Banque Mondiale (BM) et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont déjà promis de financer cette réhabilitation.

Et de préciser : « En entendant les procédures de déblocage du budget et le début des travaux, nous sommes en train de rendre le tronçon praticable afin d'alléger les souffrances des usagers ».

## Au plaisir des usagers

« Je n'en reviens pas. Cela fait plus de 5 ans que j'utilise la RN9. J'y ai

passé étant enceinte. J'ai failli avorté à cause de son état défectueux au niveau de Mutakura. Finalement, ce tronçon sera-t-il praticable ? », s'interroge Agnès Nshimirimana, habitant Rubirizi dans la commune Mutimbuzi qui emprunte régulièrement cette route.

Charles Ntirampeba, secrétaire général de l'Association des Transporteurs du Burundi (ATRABU) notifie que si les routes en terre ne sont pas interdites dans les centres-villes, au moins ce qui est en train de se faire au niveau de la RN9 est une œuvre louable.

« C'est déplorable que les contribuables paient la redevance routière, les frais de stationnement... mais que les routes ne soient pas réhabilitées ou construites », indique-t-il avant de rappeler que le mauvais état des routes occasionne des pertes énormes chez les usagers de la route dont le coût exorbitant de l'entretien et, anticipativement, les retards occasionnés par les pertes de temps, la consommation élevée de carburant, le fait de laisser les passagers en cours de la route...

Quant à l'usage du matériel local pour rendre fluide le tronçon de la RN9, M.Ntirampeba avoue que cela ne cause pas de problèmes.

« Il suffit d'utiliser une machine niveleuse, ensuite une machine de compactage, la route peut passer 6 à 8 mois en bon état », conclut-il.

Mélance Maniragaba

## COMMERCE

# Des fêtes qui coïncident avec une hausse généralisée des prix

Après une petite chute des prix des denrées alimentaires au début du mois de décembre, la courbe de l'évolution des prix reprend son ascension. Les commerçants expliquent cela par le retard des récoltes dues au retard de la pluviométrie tandis que les consommateurs parlent de spéculations consécutives aux fêtes de Noël nouvel an

Au marché communément appelé chez Sion, l'ambiance festive est remarquable. Les

parents achètent les habits pour leurs enfants pour la fête de Noël. C'est une bonne saison pour les commerçants d'habits pour enfants. Mais là aussi, les commerçants disent que comparativement aux années précédentes, le mouvement a considérablement diminué. Acheter les vêtements ne fût-ce que dans les jours ordinaires est devenu un luxe. «Les gens sont préoccupés par la nourriture que par de quoi se vêtir», dit un commerçant.

Quant aux produits alimentaires, leurs prix ont grimpé surtout pour les produits stratégiques comme le riz et les haricots. Au début du mois

de décembre, le prix de ces deux produits et celui du maïs avait légèrement chuté. Tandis que pour les autres produits alimentaires comme la farine de maïs et de manioc, leur prix est resté inchangé.

Lors de notre passage à ce marché, le 21 décembre, la situation était similaire à celle de la fin novembre ou a même dépassé les bornes pour certains produits. Les commerçants du marché de chez Sion craignent que la situation risque de s'empirer à la veille de la fête de Noël. La raison avancée est que normalement, la récolte des haricots et du maïs est abondante pendant cette période.



Source : BRB

Articles	Prix 1 <sup>er</sup> décembre en FBu	Prix du 21 décembre en FBu	Différence en FBu
Riz tanzanien	5000	5000	0
Riz moins cher	3400	3600	200
Haricot Kinure	2300	2600	300
Haricot jaune	2800	3000	200
Farine de manioc (Ikivunde)	2000	2000	0
Farine de maïs (Sembe)	3000	3000	0
Grains de maïs	2000	2000	0
Oignons blancs	1700	1500	-200
Oignons rouges	1700	2000	300
Petits pois	5000	6000	1000
1.5 litres coton (tournesol)	52000	54000	2000
Viande de boeuf	13000	14000	1000
5 litres Golden	48000	47000	-1000
20 litres huile de palme	98000	96000	-2000

Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui parce que les cultivateurs ont enregistré des retards dans le semis à cause du manque de pluie. Quant aux consommateurs, ils mettent la faute sur le dos des commerçants qui profitent des fêtes pour spéculer sur les produits.

Les acheteurs des produits au marché communément de « chez Sion » sont unanimes. Les fêtes de Noël et

de nouvel an étaient celles d'avant quand la vie n'était pas encore chère. Les gens ne pensent plus aux festivités à cause de leur pouvoir d'achat qui s'effrite du jour au jour. Leurs lamentations sont appuyées par les chiffres de la BRB sur l'inflation. De janvier à novembre, le taux d'inflation est passé de 12,3% à 26,8%.

Dona Fabiola Ruzagiriza

## Lenteur des services publics

## L'insoluble problème d'octroi des documents de voyage

Certains services publics ont été décentralisés notamment l'octroi des documents de voyage, des permis de conduire, du contrôle technique... Au total, 10 guichets uniques ont été mis en place pour désengorger le bureau de Bujumbura. Une réussite pour l'Office Burundais des transports en Commun (OTRACO), mais un échec pour le commissariat des migrations

Avoir un passeport ces derniers jours n'est pas chose facile. Des mois et des mois passent sans fumée blanche. Pourtant, à l'OTRACO, le carnet de contrôle technique s'obtient en une demi-journée.

Certains demandeurs de documents de voyage (passeport, laissez-passer...) se disent satisfaits de la mise en place de la digitalisation des services, mais déplorent la lenteur mise pour décrocher le rendez-vous. Pas seulement ça. Cela perturbe leurs voyages. « Il n'y a pas d'avancées significatives depuis la digitalisation des services d'immigration. On donne beaucoup de rendez-vous à répétition sans pour autant les respecter. « Moi, j'ai passé un mois sans avoir de rendez-vous et espérer rentrer avec le document à la prochaine fois », dit un demandeur de passeport rencontré au bureau du commissariat général des migrations

Les demandeurs des documents de voyage avancent que la raison qui expliquerait cette lenteur est l'insuffisance des passeports. Arrivés au commissariat des migrations, les demandeurs de docu-



Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME : « Avoir un passeport n'est pas un privilège. C'est un droit ».

ments font savoir qu'il y a des gens qui aident à remplir les formulaires moyennant une certaine somme d'argent. Il n'y a pas de somme fixe, mais certaines parlent de corruption. Ceux qui sont prêts à libérer une somme importante trouvent le document facilement, dit un d'eux.

### Le même scénario s'observe sur les guichets de l'intérieur du pays

Les conducteurs de Gitega se réjouissent de la rapidité observée dans l'octroi du contrôle technique. A l'agence de l'OTRACO de Gitega, on

affirme que toutes les procédures ne dépassent pas 45 minutes. Abiar Nsabiandemye, responsable de cette agence indique que seuls les nouveaux venus attendent jusqu'à deux semaines pour recevoir ce document.

Quant à la demande des documents de voyage, depuis bientôt un mois, le guichet unique de Gitega ne reçoit pas de demandeurs de ce document. D'après certaines informations, l'ordre serait venu de la hiérarchie supérieure.

Le scénario est presque le même à

Bururi. L'octroi de documents de voyages est un casse-tête. Les responsables de ce guichet qui ont voulu garder l'anonymat font savoir que les demandeurs du mois d'août n'ont pas encore été servis. C'est un problème généralisé sur les 10 guichets uniques répartis sur tout le territoire du pays en raison de l'épuisement des stocks des carnets confectionnés à cette fin. Selon les mêmes responsables, le travail qui se fait actuellement est la confection des documents avec des papiers simples comme le laissez-passer et le document CPGL qui permet de se rendre au Rwanda et en RDC sans

passeports qu'on peut recevoir dans plus ou moins trois semaines.

Cela est au moment où les demandeurs de contrôle technique ou d'autres documents d'autorisation de transport n'ont aucun problème. A Cibitoke et à Ngozi, c'est le même schéma.

### Dans un mois et demi, le problème sera résolu

Maurice Mbonimpa, Commissaire Général de la Police des Migrations reconnaît cette situation. Il confirme la rupture des stocks de passeports depuis le mois de septembre. Il indique avoir commencé des consultations avec la société BBS qui avait gagné le marché pour une probable extension de son réseau afin de répondre aux doléances des demandeurs de ces documents. Il tranquillise que d'ici un mois et demi, cette question sera résolue.

L'OLUCOME, quant à lui, estime le manque à gagner énorme. « Si les autorités du Commissariat Général des migrations trouvent que la demande des documents de voyage s'accroît, qu'ils multiplient les carnets en conséquence », interpelle Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME. Avoir un passeport n'est pas un privilège. C'est un droit, ajoutez-t-il.

Il sied de signaler que ces propos ont été tirés de la synergie des médias du 15 décembre 2022. 8 organes de presse y ont participé à savoir : les radios Isanganiro, Bonesha FM, Rema FM, Izere FM, les journaux Iwacu, Burundi Eco, Jimbere Magazine ainsi que le collectif des blogueurs YAGA.

Dona Fabiola Ruzagiriza

## SANTÉ

## L'alcool tue à petit feu

La consommation abusive des boissons alcoolisées est un danger public. La loi en matière de production, de commercialisation et de consommation d'alcool n'est pas suffisamment appliquée. Mais la consommation responsable est recommandée à tout le monde

L'augmentation vertigineuse de la consommation de l'alcool au Burundi surtout les boissons prohibées accroît les risques d'attraper les maladies chroniques sans oublier plusieurs maladies infectieuses comme le VIH/Sida, la tuberculose et la pneumonie. Cela a été dit par Méthode Hakizimana, représentant légal de Burundi Alcohol Policy Alliance (BAPA) lors d'un atelier de réflexion sur les facteurs qui sont à la base de la non application des mesures prises en matière de production, de commercialisation et de consommation des boissons alcoolisées au Burundi organisé à l'endroit des parlementaires.

Ledit atelier a été organisé par le collectif des blogueurs Yaga en collaboration avec BAPA à Bujumbura. A part ses méfaits sur la santé, la consommation abusive de l'alcool est l'un des facteurs occasionnant la baisse de l'économie nationale en général et de l'économie familiale en particulier sans oublier la malnutrition.



La consommation abusive d'alcool nuit à la santé, il est recommandé à en consommer avec modération.

### La culture burundaise et l'alcool sont inséparables

Selon Dr David Nzirubusa, délégué du ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, les données publiées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 2018 montrent que l'usage nocif de l'alcool entraîne dans le monde entier 3,3 millions de décès chaque

année, soit 5,9 % de décès. L'usage nocif de l'alcool est un facteur étiologique dans plus de 200 maladies et traumatismes. Dans la tranche d'âge de 20 à 39 ans, près de 25 % du nombre total des décès sont attribuables à l'alcool.

Pour Dr Nzirubusa, il existe une relation de causalité entre l'usage nocif de l'alcool et toute une série de

troubles mentaux et comportementaux, d'autres maladies non transmissibles ainsi que des traumatismes. Il importe de rappeler que l'alcool a une place importante dans la culture burundaise. La population consomme toujours des boissons alcoolisées. Ce qui préoccupe le plus est que ces boissons qui sont censées être réservées aux adultes sont consommées en grande partie par les mineurs.

Dans une étude réalisée en 2017 par l'association des Scouts et des Guides du Burundi sur la consommation de l'alcool dans la province Kayanza, notamment dans les communes de Gataru, Matongo, Kayanza et dans la province de Cankuzo notamment dans les communes Kigamba, Cankuzo et Mishiha sur des personnes âgées entre 14 ans et 24 ans, sur 360 interviewés, les résultats ont montré que les hommes sont nombreux à en consommer, soit 86,1 % contre 76 % pour les femmes. Même les enfants de moins de 14 ans sont nombreux à consommer l'alcool à un taux de 66,7%.

83, 9% des interviewés ont commencé à consommer l'alcool depuis leur bas âge. 9 personnes sur 10 consomment l'alcool dans la tranche d'âge supérieure à 24 ans. Outre les méfaits de l'alcool sur la santé, les boissons prohibées constituent un problème réel de sécurité et de santé publique. Ce qui est malheureux, c'est que ce sont les boissons prohibées qui sont préférées par une grande partie de la population à fai-

ble revenu car, elles sont financièrement accessibles.

### A consommer avec modération

Dr Inès Nshimirimana qui a présenté une étude sur les méfaits liés à la consommation abusive de l'alcool affirme que la consommation abusive de l'alcool est dangereuse pour la santé. Le silence et l'inaction face à ce fléau sont de réels poisons. Vaut mieux lutter contre la consommation abusive de l'alcool. Pour en consommer de manière responsable, un homme devrait prendre trois verres de 25 cl d'alcool par jour. Une femme devrait consommer deux verres d'alcool par jour. Cela concerne les boissons qui ont au plus cinq degrés d'alcool. Mais, il ne faut pas consommer l'alcool 7j/7, plutôt il est conseillé d'en consommer au plus cinq jours par semaine.

Mais le constat est que la loi en matière de production, de commercialisation et de consommation d'alcool n'est pas suffisamment appliquée au Burundi, car les recettes générées par les boissons alcoolisées sont importantes. Or, il faut que la santé publique prime sur tout. Pour y arriver, les parlementaires ont un rôle important à jouer pour faire appliquer la loi en vigueur dans le but de protéger la population en général et les mineurs en particulier contre les méfaits de l'alcool.

Gilbert Nkurunziza

CECM Ni Akaravyo

# Un nouveau né dans le domaine des services financiers numériques

La CECM a mis un place un nouveau produit dénommé «CECM Ni Akaravyo». Il va permettre à son aimable clientèle de bénéficier des services de paiement électronique, de retrait, de versement et de transfert d'argent, d'achat d'unités, de virement électronique, etc sans toutefois se déplacer vers les agences de cette institution de microfinance. La CECM dispose des POS (points of sales) pour faciliter ce dynamisme vers la digitalisation de ses services financiers. Elle est aussi connectée au Bi-Switch



Marie Louise Nsabyumva, Directeur Général de la CECM : « On va ouvrir des comptes à travers Play Store ou en composant seulement \*180# pour un simple appareil de téléphone. Il suffit d'écrire CECM Ni Akaravyo avec ton téléphone portable Android ».

La Caisse Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel (CECM) a procédé vendredi le 16 décembre 2022 au lancement d'un nouveau produit dénommé «CECM Ni Akaravyo». « On va ouvrir des comptes à travers Play Store ou en composant seulement \*180# pour un simple appareil de téléphone. Il suffit d'écrire CECM Ni Akaravyo avec ton téléphone portable Android », indique Marie Louise Nsabyumva, Directeur Général de la CECM.

Le code choisi par la CECM est \*180#. Avec ce code, Mme Nsabyumva signale que tu accèdes facilement à ton compte à l'aide de n'importe quel téléphone portable, qu'il soit android ou le simple téléphone que certains dénomment en Kirundi « agahinda ou murikira chéri ». Et tu effectues des opérations de retrait, de versement, de transfert, de demande d'historique, d'achat d'unités, etc.

Si tu as un problème à régler, 180 est le numéro vert (non payant) qu'on va utiliser pour demander une aide auprès du Personnel de la CECM.

Selon elle, ce nouveau produit va permettre aux clients de bénéficier des services de paiement électronique, de retrait, de versement et de transfert d'argent, d'achat d'unités, de virement électronique, etc sans toutefois se déplacer vers les agences de cette institution de microfinance. «Avec CECM Ni Akaravyo, on peut virer l'argent situé sur ton compte vers ecocash ou lumicash», argue-t-elle.

Pour rendre plus dynamique le processus de digitalisation des services financiers offerts par la CECM même dans les coins les plus reculés, Mme Nsabyumva ajoute que des

machines POS (points of sales) sont entrain d'être installées à l'intérieur du pays.

Ces machines utilisent des cartes Sim econet et lumitel. Selon Mme Nsabyumva, c'est pour régler le problème lié à la connexion. S'il s'agit du réseau econet qui a une mauvaise connexion, on va recourir au réseau lumitel et vice-versa, explique-t-elle.

«Un autre atout offert par les POS est qu'on reçoit des reçus sur chaque opération. De plus, on n'a pas besoin de retenir par cœur les codes PIN. On utilise une empreinte digitale pour effectuer les opérations», confie-t-elle.

## La CECM connectée au Bi-Switch

Et d'ajouter que la CECM est connectée au Bi-Switch. Des cartes propres à la CECM qui permettent aux clients d'effectuer leurs opérations sont déjà disponibles. Avec cette carte, Mme Nsabyumva fait remarquer qu'on peut retirer l'argent dans toutes les banques ou institutions de microfinance connectées au Bi-Switch.

Mme Nsabyumva fait savoir que le personnel de la CECM est mobilisé pour montrer aux clients comment ils vont utiliser ce nouveau produit d'une importance incommensurable.



Mme Espérance Ndayisenga, Super agent et responsable de New Hope Telecom Company qui s'occupe des transactions numériques se réjouit du fait que la CECM a préféré travailler avec elle.

ble. «Nous avons des super agents qui vont aider dans la mise en œuvre de l'utilisation de ce nouveau produit. De surcroît, nous avons l'autorisation de la banque centrale pour lancer ce produit», précise-t-elle.

## Les super agents ravis

Mme Espérance Ndayisenga, Super agent et responsable de New Hope Telecom Company qui s'occupe des

transactions numériques se réjouit du fait que la CECM a préféré travailler avec elle. «Je collabore avec toutes les banques. Et la CECM est la première institution de microfinance qui leur emboîte le pas», explique-t-elle. Elle espère qu'elle va bénéficier beaucoup d'avantages issus du nouveau produit «CECM Ni Akaravyo».

Egide Nibasumba, également super agent abonde dans le même sens. Il est ravi du fait que la CECM l'a choisi pour nouer des relations dans la mise en œuvre de l'utilisation du produit «CECM Ni Akaravyo». Pour gagner le pari, il demande à cette IMF de fixer des tarifs incitatifs.

## Quid de l'appréciation des agents ?

Jeannine Ndayisenga, agent de New Hope Telecom Company n'y va pas par quatre chemins. Selon elle, CECM Ni Akaravyo vient s'ajouter à d'autres services financiers numériques. Comme Akaravyo symbolise quelque chose qui va vite, elle croit que ce produit permettra non seulement à elle, mais aussi aux autres agents qui effectuent des transferts monétaires numériques d'accéder au développement.

Jean Claude Nibasumba, responsable de l'agence de New Hope Telecom Company située à l'endroit dénommé Kumasanzanza au chef-lieu de la capitale politique est aussi ravi des avancées enregistrées par la CECM.

Avant la mise en place de ce produit, les clients étaient sommés de se déplacer vers les agences de la CECM. «J'ai un compte à la CECM. Quand je souhaitais retirer ou verser de l'argent, j'étais obligé de fermer mon bureau et me déplacer vers l'agence de cette IMF», déplore-t-il.

Il éprouve alors un sentiment de satisfaction du fait qu'il a été choisi par la CECM pour nouer des relations dans la mise en œuvre de l'utilisation du produit «CECM Ni Akaravyo». Pour le moment, il ne va pas se déplacer. Il va effectuer des opérations à partir de là où il se trouve.

## La BRB se réjouit des avancées enregistrées par la CECM

Eric Mutima qui a représenté la BRB lors du lancement du produit «CECM Ni Akaravyo» félicite la CECM pour les avancées enregistrées après plus de 20 ans qu'elle

offre des services financiers à la population pour lui permettre de combattre la pauvreté.

Selon lui, ce nouveau produit va contribuer à la réduction de la circulation de la monnaie main en main. «Ce qui rime avec la volonté de la BRB, car plus la monnaie circule main en main, plus elle vieillit rapidement», indique-t-il.

Selon toujours lui, les services financiers numériques constituent un outil efficace de lutte contre le vol et la perte de temps.

Pour ces raisons, il invite la population à utiliser les services financiers numériques comme CECM Ni Akaravyo. Il remercie la CECM qui ne cesse d'innover en mettant en place des produits qui permettent à la population de se développer. Ce cadre de la BRB a informé qu'en 2021, les statistiques ont montré que la CECM ne travaillait pas à perte. Et avec la mise en place du nouveau produit «CECM Ni Akaravyo», il souhaite à la CECM de multiplier son rendement par deux ou trois.

Et de conclure que la CECM n'a pas oublié de souhaiter les meilleurs vœux de Noël aux enfants nés avec différentes malformations vivant au centre des frères de Notre Dame de la Miséricorde de Mutwenzi.



La CECM n'a pas oublié de souhaiter les meilleurs vœux de Noël aux enfants nés avec différentes malformations vivant au centre des frères de Notre Dame de la Miséricorde de Mutwenzi.

PSSD - IFDC

# Pionnier dans le développement du secteur semencier

Le Centre International pour la Fertilité des sols et le Développement agricole (IFDC) en partenariat avec KIT (Royal Tropical Institute) a présenté les succès du projet PSSD (Private Seed Sector Development), un projet qui œuvre dans le développement du secteur semencier privé au Burundi. Depuis 2019, ce projet a enregistré des résultats satisfaisants selon ses différentes parties prenantes. 14,69% des ménages agricoles au Burundi ont eu accès aux semences certifiées grâce au projet PSSD



Cyriaque Simbashizubwoba, chef à l'intérim du projet PSSD : « 14,69% des ménages agricoles au Burundi ont eu accès aux semences certifiées grâce au projet PSSD ».

Le Centre International pour la Fertilité des sols et le Développement agricole (IFDC) en partenariat avec le KIT a organisé un atelier de deux jours (du 6 au 7 décembre 2022) dont le but était d'analyser les succès et les impacts du projet PSSD (Private Seed Sector Development) qui est un projet de développement du secteur semencier privé exécuté par l'IFDC depuis 2019.

Cet atelier a regroupé les différents partenaires clés qui ont travaillé avec ce projet et les ONGs œuvrant dans le secteur semencier. « C'est en fait s'évaluer pour voir ce qui a été fait, mais aussi analyser quelques défis qui restent, quelles sont les contraintes qui sont là et probablement formuler des propositions de solutions », fait savoir Cyriaque Simbashizubwoba, chef à l'intérim du projet PSSD.

## Le PSSD a de quoi se réjouir

Ce projet a enregistré des résultats impressionnants surtout chez les entrepreneurs semenciers. Citons entre autres l'augmentation des superficies emblavées pour la production des semences et partant l'augmentation du volume des semences produites, que ce soit en qualité ou en quantité. Cela se fait remarquer par la diminution nette du volume des semences rejetées lors de l'analyse.

Plus de 255 mille ménages agricoles ont acheté autour de 5 mille tonnes de semences auprès des partenaires appuyés par le projet PSSD. Ces ménages agricoles qui ont pu accéder aux semences de qualité grâce au projet PSSD représentent 14,69% du nombre total des ménages ag-

ricoles au Burundi, référence faite à l'ENAB de 2018. Plus de 112 mille agriculteurs, dont plus de 55 mille, soit 45,4% sont des femmes, ont bénéficié des formations de la part du PSSD sur la plus-value de l'utilisation des semences de qualité et les bonnes pratiques agricoles.

Boudy Van Schagen est conseiller technique de KIT Royal Tropical Institute. Selon lui, la semence est un intrant clé, un facteur primordial si on veut augmenter la production et la productivité agricole. Malheureusement, le taux des ménages agricoles qui utilisent les semences de qualité reste faible au Burundi. La conséquence qui en découle est que le rendement agricole devient moins bon. Ce qui est à l'origine de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

Pour pallier à ces défis, avec le projet PSSD, il y a eu de nouvelles introductions de variétés pour les différentes cultures cibles du projet à savoir la pomme de terre, le haricot et le maïs. Depuis 2019, trente et une variétés, soit en moyenne 8 variétés par an ont été homologuées. En permettant à plus de ménages agricoles bénéficiaires d'avoir accès aux semences de qualité et plus productives, le projet contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus.

## Produire, oui. Mais aussi savoir vendre

Selon M. Simbashizubwoba, produire les semences de qualité est une chose, pouvoir les vendre en est une autre. C'est pour cela que le projet a consenti beaucoup d'efforts dans le développement des mécanismes de vente des semences certifiées. Les stratégies développées ont permis de diminuer d'une façon remarquable les méventes. Les stratégies développées sont entre autres les ventes mobiles sur des bicyclettes et/ou moto et la construction des points de vente ruraux. Ainsi, 256 points de ventes ont été construits par les producteurs de semences en milieu rural. Ces points de vente permettent aux ménages agricoles de s'approvisionner non loin de chez eux car, avant l'avènement du projet, les agriculteurs étaient obligés de parcourir des kilomètres et des kilomètres pour s'approvisionner en semences certifiées. En conséquence le projet PSSD a amélioré l'accessibilité physique pour les semences de qualité.

Le projet PSSD a également appuyé le développement des activités en rapport avec l'emballage des semences. Auparavant, c'était difficile voire impossible de distinguer les bonnes semences des mauvaises. Il y avait certainement des producteurs de semences qui faisaient passer

leurs semences de mauvaise qualité pour celles de bonne qualité. Cette situation induisait beaucoup de doutes chez les agriculteurs. Avec le PSSD, les entrepreneurs semenciers ont appris comment emballer les semences après leur certification. Cet emballage personnalisé indique l'identification du producteur. De cette manière, l'emballage a donné confiance aux ménages agricoles que les semences sont réellement de qualité. C'est une sorte de publicité pour le producteur de semences si la semence vendue est bonne et une contre publicité dans le cas contraire. Ce système d'emballages personnalisés engage la crédibilité chez les producteurs et inspire la confiance chez les acheteurs.

## Partenariat public-privé (PPP), la force du PSSD

Le projet PSSD a une spécificité. C'est un projet de facilitation qui n'exécute pas des activités lui-même, mais qui développe des partenariats publics-privés. Au cours de ces quatre ans, des partenariats publics ont été dévelop-

leur métier d'une façon rentable. « On nous a appris comment cultiver, faire le suivi de nos champs jusqu'à la récolte. Nous avons reçu de ce projet des hangars pour sécher la récolte de maïs, témoigne-t-elle. « Nous avons également appris les techniques de triage des semences selon les tailles des graines, les couleurs des graines, etc. et d'emballage après certification par l'ONCCS. Selon Mme Sindaruhuka, les entrepreneurs semenciers ont également bénéficié de ce projet des machines pour coudre les sacs d'emballage. En plus des techniques de production, le projet PSSD leur a appris les techniques de vente comme le fait savoir cette entrepreneuse semencière.

Fidèle Gahungu est le directeur général de l'ONCCS. Selon lui, son institution a tant gagné du projet PSSD. « Ils nous ont donné des moyens nous permettant d'atteindre les multiplicateurs de semences. Nous devons à ce projet, des renforcements de capacités à l'endroit de nos agents de terrain et aussi à l'endroit des privés, surtout les in-



Fidèle Gahungu, directeur général de l'ONCCS : « Nous devons à ce projet, des renforcements de capacités à l'endroit de nos agents de terrain et aussi à l'endroit des privés, surtout les inspecteurs accrédités ».

pés avec un certain nombre de services techniques du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage. L'objectif poursuivi est l'amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur semencier. PSSD a travaillé avec l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS) surtout pour l'homologation, l'inspection, l'analyse et la certification des semences. Le PSSD a travaillé avec l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) dans la recherche des nouvelles variétés qui sont plus productives, plus tolérantes aux maladies et aux ravageurs. Son partenariat avec la Direction de la Promotion des Filières Agricoles et des Produits Forestiers Non Ligneux (DPFAPFNL) consiste en grande partie à la réglementation/législation et à la coordination.

Dans le partenariat privé, le projet PSSD a travaillé avec 114 entreprises semencières dans la production et la vente des semences aux ménages agricoles. Au total 17069 champs de démonstration ont été installés à cet effet. « Pour le moment, la production des semences a sensiblement augmenté, les ménages agricoles qui ont accès aux semences aussi », se réjouit M. Simbashizubwoba.

## Les bénéficiaires s'en réjouissent

Mme Madeleine Sindaruhuka est une entrepreneuse semencière résidente dans la province de Muyinga. Selon elle, le projet PSSD a impacté positivement le quotidien des entrepreneurs semenciers. Les renforcements de capacité qu'ils ont reçu de ce projet leur ont permis d'exercer

specteurs accrédités », se réjouit-il. 46 inspecteurs privés accrédités et 9 d'ONCCS ont été formés à cet effet sur le processus de certification des semences. Cela a renforcé les actions des inspecteurs de l'ONCCS qui jusque-là se chiffraient à moins d'une dizaine. Cela leur a permis d'atteindre et de visiter plus de ménages agricoles. Le projet PSSD a également appuyé dans le processus d'homologation de ces semences jusqu'à l'inscription de ces nouvelles variétés au niveau du catalogue national des espèces et variétés cultivées au Burundi comme le témoigne M. Gahungu.

## Des acquis, mais aussi des recommandations

Après l'analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des défis, quelques recommandations ont été formulées. Il s'agit de l'appui aux infrastructures de production (irrigation, mécanisation) mais également des équipements de manutention et processing post-récolte (hangars de stockage, laboratoire) ainsi que les activités de législation et libéralisation du secteur semencier.

Rappelons que le projet de développement du secteur semencier privé (PSSD) est exécuté par le Centre International pour la Fertilité des Sols et le Développement Agricole (IFDC) sous le financement de l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi. Ce projet a commencé en 2019 et va se clôturer le 31 décembre de cette année. Le PSSD travaille sur les cultures de pomme de terre, de haricot, de maïs, de manioc et les légumes.



Cet atelier a regroupé les différents partenaires clés qui ont travaillé avec ce projet et les ONGs œuvrant dans le secteur semencier.

# L'Interbank Burundi enregistre des avancées remarquables

L'Interbank Burundi ne cesse d'enregistrer des avancées. Après 30 ans d'existence, la banque compte environ 93 milliards de FBU de capitaux propres. Elle dispose de 494 collaborateurs. Elle a 41 agences et guichets à proximité des centres de négoce à travers tout le pays. Elle est dotée de 130 guichets automatiques et de terminaux de paiement électronique qui acceptent les cartes domestiques et internationales VISA et MasterCard. Elle a 35 points de service Western Union et MoneyGram et plus de 1900 agents bancaires IBB M+ à travers le pays. Elle offre des services de qualité à 100 000 déposants



Eric JONCKHEERE, Administrateur Directeur Général de l'IBB : « Je remercie nos 494 collaborateurs pour leur esprit positif de compétitivité, pour leur courage, pour leur enthousiasme et pour leur savoir-faire ».

« L'Interbank Burundi est l'une des banques les plus fortes au Burundi. Après 30 ans d'existence, elle capte 425 milliards de FBU des dépôts du système bancaire. Aujourd'hui, elle collecte annuellement pour le compte de l'Etat plus de 240 milliards de FBU d'impôts et taxes divers, soit 19% des recettes budgétaires du trésor du pays. Au début de ses activités en 1992, elle avait 300 millions de FBU de fonds propres », a indiqué Gaspard SINDAYIGAYA, président du conseil d'administration de l'IBB jeudi le 8 décembre 2022 à l'occasion de la célébration du 30<sup>ème</sup> anniversaire de ladite banque.

Actuellement, il a fait savoir que l'IBB compte environ 93 milliards de FBU de capitaux propres, soit 45 millions USD de capitaux investis et réinvestis dans leur pays par les 74 actionnaires actuels de l'IBB. Et la valeur d'une action IBB a ainsi été multipliée par 300 sur 30 ans.

## IBB, l'une des banques les plus fortes au Burundi

En 2022, SINDAYIGAYA fait remarquer que la banque est une banque modèle. Elle dispose de 494 collaborateurs d'une expérience professionnelle à toute épreuve. Elle a 41 agences et guichets à proximité des centres de négoce à travers tout le pays. Elle est dotée de 130 guichets automatiques et de terminaux de paiement électronique qui acceptent les cartes domestiques et internationales VISA et MasterCard. Elle a 35 points de service Western Union et MoneyGram et plus de

1900 agents bancaires IBB M+ à travers le pays.

« Nous offrons des services de qualité à 100 000 déposants qui ont décidé de faire route ensemble avec l'IBB. Nous permettons à chacun d'entre eux d'accomplir son ambition et d'élargir ses possibilités de création de richesses », renchérit-il.

Selon Eric JONCKHEERE, Administrateur Directeur Général de l'IBB, ces réalisations constituent la preuve la plus éloquente de la grande confiance témoignée à l'IBB. « Et cette confiance constitue le capital le plus précieux de notre institution et est le premier garant de son succès continu », confie-t-il.

## Le personnel de l'IBB estimé à 494 unités

L'Administrateur Directeur Général de l'IBB explique que le personnel s'est donné corps et âme pour atteindre ces résultats. Il remercie alors tous ses 494 collaborateurs pour leur esprit positif de compétitivité, pour leur courage, pour leur enthousiasme et pour leur savoir-faire. Selon lui, c'est grâce à eux que l'IBB a enregistré des avancées notoires sur la voie de la croissance économique même pendant les moments de turbulences et qu'elle occupe une bonne place aujourd'hui.



Les tambourinaires lors de la célébration de 30 ans d'existence de l'IBB.

Il leur demande de garder la même ardeur compétitive et le même esprit positif pour que l'IBB aille encore plus loin dans le secteur bancaire. Eric JONCKHEERE remercie vivement 11 collaborateurs qui fêtent 30 ans de collaboration et rend hommage aux actionnaires de l'IBB. « Notre institution ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui si elle

n'avait pas constamment bénéficié de l'apport inestimable des actionnaires à son succès. Grâce à leur indéfectible soutien, les actionnaires ont participé au renforcement de la culture de modernité, de transparence et de responsabilité sociale qui caractérise l'IBB », affirme-t-il.

La banque a voulu commémorer cet anniversaire pour d'abord remercier de façon spéciale sa fidèle clientèle, mais aussi ses actionnaires et collaborateurs pour avoir fait route ensemble avec elle depuis 1992.

## IBB créée en 1992 par 96 actionnaires

En 1992, Eric JONCKHEERE explique que 96 actionnaires privés burundais et étrangers résidents et non-résidents se sont mis ensemble en vue de créer une nouvelle banque appelée à concurrencer 4 institutions financières solidement établies à Bujumbura à cette époque.

Et d'après lui, ce pari ambitieux reflétait non seulement une foi inébranlable dans l'avenir du Burundi, mais aussi une ferme volonté de révolutionner les services bancaires et financiers du Burundi. Ce pari désormais historique était l'aboutissement d'un rêve et d'une vision. Il était audacieux et n'était pas gagné à l'avance, surtout que la période choisie pour le lancement de ce projet était en proie à des turbulences et à des incertitudes qui n'annonçaient rien de positif.

Eric JONCKHEERE laisse entendre que le rêve des fondateurs de l'Interbank Burundi était de créer une grande banque solide qui offre à sa clientèle des services bancaires et financiers modernes sur la majeure partie du territoire national avec des horaires élargis 7 jours sur 7.

« La vision des fondateurs de l'Interbank Burundi était claire. C'était de créer une grande institution qui participe à la prospérité socio-économique de la population, une banque citoyenne socialement responsable, transparente, moderne, dynamique, honnête et sérieuse qui réussit dans le strict respect des lois, des règlements et des principes de moralité en s'acquittant toujours de toutes ses obligations envers l'Etat, le régulateur et ses clients avec le souci permanent de bien faire avec efficacité et efficience partout et en tout temps », souligne Eric JONCKHEERE.

30 ans après, l'ADG de l'IBB affirme avec humilité que l'IBB est restée fidèle au rêve et à la vision de ses fondateurs.

## Le personnel de l'IBB ravi

Désiré NSHIMIRIMANA, qui a représenté le personnel de l'IBB se réjouit du fait que la banque fête ses 30 ans d'existence avec des progrès considérables. Il remercie les responsables de cette banque du fait qu'ils valorisent les conditions de vie des employés et de leurs familles. Il affirme alors que le personnel de la banque va redoubler d'efforts pour le développement de l'IBB.

Dominique NDAYISHIMIYE, Directeur Général du Budget et de la politique fiscale qui a représenté le ministère de Finances, du Budget et de la Planification Economique abonde dans le même sens. Selon lui, l'IBB contribue de façon remarquable au développement du pays. Elle s'acquitte des impôts et taxes auprès du trésor du pays. Elle ne cesse aussi de créer des emplois. Et d'affirmer que le gouvernement soutient tous les efforts visant le développement de ladite banque.

Notons qu'en marge de la célébration du 30<sup>ème</sup> anniversaire de l'IBB, la banque a octroyé un montant de 50 millions de FBU à la FFB pour la rénovation du stade INTWARI. De plus, elle a offert 100 bancs pupitres à l'une des écoles de la mairie de Bujumbura.



Quand le personnel de l'IBB fête 30 ans d'existence de leur banque.

**LUMITEL**

**LUMITEL**

**LUMITEL**



9 ans de parcours de Leader dans le secteur de télécommunications et de technologies de l'information au Burundi.

Le 19 décembre 2022 marque le 9<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement de Lumitel au Burundi. Nourrie d'une bonne stratégie commerciale, unique, adaptée et proche de la culture locale, ainsi qu'une vision à long terme sur les nouvelles technologies, en accordant l'importance aux intérêts des clients, la société est un grand moteur du développement durable au profit de la communauté sociale.

En tant qu'opérateur de télécommunications ayant la plus grande infrastructure de réseau technique, Lumitel est classé n° 1 au Burundi sur toutes les technologies 2G, 3G et surtout 4G LTE qui est 6 fois plus grand que celui du deuxième opérateur. Avec sa plus grande couverture et ses services à meilleure qualité, les habitants dans le milieu rural, les zones frontalières et reculées pourront bénéficier des services mobiles et Internet.

Déterminée de sa vision et sa stratégie, Lumitel a jusqu'à présent obtenu des résultats merveilleux dans tous ses principaux domaines d'activité :

Classée n°1 en termes de nombre d'abonnés mobiles, représentant 62% de part de marché;

Classée n°1 en termes de nombre d'abonnés Internet 4G, représentant 83% de part de marché ;

Classée n°1 en termes de nombre d'abonnés Internet fibre optique haut débit et de lignes louées, représentant 55 % de part de marché ;



Classée n°1 en termes de part de marché des abonnements aux portefeuilles électroniques, représentant 78%.

Classée n°1 en termes de prestation de produits et services numériques, de services technologiques et informatiques tels que : Cloud computing, Cloud server, le service de centre d'appels, le bureau électronique ....

Lumitel est le plus grand contribuable dans son secteur et figure toujours parmi les plus grands contribuables du Burundi. En 2022, Lumitel a déposé au Trésor public 92 milliards BIF (équivalent à 46,6 millions USD). Le montant cumulé des impôts et redevances versés au budget de l'État jusqu'à présent (de 2015 à 2022) a atteint 310 milliards de Fbu (soit 161 millions de dollars). C'est un montant énorme !

En plus de sa grande contribution fiscale, la responsabilité sociale est à la fois un des grands objectifs et la valeur fondamentale de Lumitel :

Création des emplois et des revenus stables pour environ 60 000 employés, apportant une contribution importante au bien-être des Burundais.

Projet d'internet gratuit et des équipements Internet aux 261 écoles et hôpitaux et des 40 vidéoconférences aux institutions publiques dont le coût annuel de maintenance s'élève à 500 mille USD;

Financement total pour la Fédération de football du Burundi en appui à l'équipe nationale pour la période de 2015-2020 est d'environ 890 mille USD et financement au Championnat national de football féminin nommé "Lumitel Woman league" est de 70 mille USD/saison et d'autres financements significants...

Les contributions de Lumitel sont reconnus non seulement par le Gouvernement Burundais, les entreprises et les Burundais, mais aussi par le prix prestigieux d'IBA Steve Award;

- Prix du Meilleur opérateur dans les pays en voie de développement décerné par l'organisation Steve Award en 2016
- Prix Steve pour le meilleur produit de croissance Lumicash en 2019
- Gold Award : Entreprise de l'année offert à Lumitel en 2022
- Silver Award IBA : Meilleur portefeuille électronique offert à Lumicash en 2022

Les grandes contributions de Lumitel dans les secteurs des télécommunications et de l'informatique au cours des 9 ans ont apporté des fruits extraordinaires au développement économique du Burundi, ce qui est reconnu et apprécié par Docteur Samuel MUHIZI, le Directeur Général de l'ARCT lors de la cérémonie de 9<sup>ème</sup> anniversaire de Lumitel organisée au 19/12/2022 à l'Hotel Club du Lac Tanganyika: "La présence de Viettel Burundi au cours des dernières années a apporté une contribution importante au développement des télécommunications et des technologies de l'information au Burundi. Elle a une vision à long terme, une bonne stratégie commerciale et des investissements globaux. La société est un leader dans le secteur de télécommunications. Lumitel se conforme bien aux lois et à la réglementation, elle a aussi promu un environnement concurrentiel sain dans ce secteur. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer qu'avec l'infrastructure du réseau de télécommunications à l'échelle nationale de Lumitel, elle a aidé les Burundais à utiliser les services de communications sur les technologies 2G, 3G et 4G LTE dont la qualité est vraiment admirable et à améliorer de jour en jour. J'espère que, dans les temps à venir, Lumitel continuera à poursuivre sa stratégie et d'investir davantage pour étendre la couverture des données, en particulier la technologie 4G LTE et les produits, services, solutions et applications des technologies de l'information dans le but de développer l'économie numérique, e-gouvernement..."

La transformation numérique se présente et l'ère de la technologie 4.0 se fait sentir dans tous les coins du monde entier. Regorgé d'une forte volonté et d'une bonne détermination, Lumitel s'engage à maintenir sa première position dans la construction d'infrastructures numériques, de plateformes numériques et de services numériques, etc afin de contribuer au développement de l'économie numérique au Burundi ainsi qu'au développement socio-économique, à la prospérité et le bonheur de la population Burundaise../.

# L'AUF prépare les étudiants à l'insertion professionnelle

L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) au Burundi a clôturé la formation sur les « Techniques de recherche d'emploi et de stage » à l'endroit des jeunes étudiants finalistes. Les bénéficiaires de la formation sont ravis des connaissances acquises

**M**ardi le 20 décembre 2022, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), à travers son Centre d'Employabilité Francophone (CEF) de Bujumbura et en partenariat avec l'Université des Grands Lacs (UGL) a organisé les cérémonies de clôture de la formation sur les « Techniques de recherche d'emploi et de stage ». C'est une formation en quatre sessions de 50 participants chacune qui s'est déroulée du 14 novembre au 9 décembre 2022 dans les enceintes de l'UGL à Bujumbura. La formation était dispensée par l'ONG CREOP-Jeunes. Les modules de la formation étaient : l'éthique et la déontologie professionnelle, l'orientation professionnelle, la constitution d'un bon CV, la constitution d'un dossier, la méthodologie UPSHIFT, les astuces pour réussir son interview et les astuces pour faire un bon pitch.

Les bénéficiaires de cette formation sont 200 étudiants finalistes issus des établissements universitaires membres de l'AUF basés à Bujumbura. Ces universités sont notamment l'Université du Burundi (UB), l'Université des Grands Lacs (UGL), l'Université Lumière de Bujumbura (ULBU), l'École Normale Supérieure (ENS), l'École Nationale d'Administration (ENA), l'Université



A la fin des cérémonies, on a procédé à la remise des certificats.

Sagesse d'Afrique (USA), l'Institut National de Santé Publique (INSP) et l'Université du Lac Tanganyika (ULT).

A côté des actions que l'AUF déploie pour améliorer et professionnaliser la qualité des formations, elle a trouvé nécessaire d'œuvrer auprès des jeunes pour les doter de compétences qui leur permettront de compléter leur cursus universitaire et de mieux s'insérer dans le marché du travail. C'est dans ce cadre qu'elle organise, en faveur de ces derniers, des formations en entrepreneuriat et des accompagnements à la création

d'entreprises. C'est également dans ce sens que ces jeunes ont été formés.

Dans son allocution, Claudine MOSOZI, responsable par intérim de l'AUF au Burundi précise que cette agence a offert cette opportunité aux actuels et futurs chercheurs d'emploi pour qu'ils puissent être bien outillés afin d'affronter le processus de recherche d'emploi et de stage qui est très concurrentielle. « Cette formation que nous clôturons aujourd'hui trouve toute sa pertinence dans un pays où le chômage de toute la jeunesse en

général et particulièrement celui des diplômés du supérieur est très élevé », renchérit Mme MOSOZI.

Selon Abbé Emmanuel Nkurunziza, directeur des services académiques à l'UGL, la pertinence d'héberger cette formation réside dans le fait qu'elle rencontre énormément les choix pédagogiques de cette université. Par ailleurs, on a axé cette formation sur l'acquisition des compétences pratiques. Alors, on a fait le choix de faire intervenir des professionnels pour passer de la théorie à la pratique. Abbé Nkurunziza n'oublie pas de remercier l'AUF qui a associé l'UGL à cette initiative.

## Et CREOP-Jeunes dans tout ça ?

La formation a été dispensée par l'organisation Création des Opportunités pour les Jeunes (CREOP-Jeunes). Selon Mme MOSOZI, l'AUF a lancé l'appel à candidature pour les formateurs et CREOP-Jeunes a été choisie parmi tant d'autres prestataires qui ont postulé. Cela grâce à son expérience qui a déjà fait ses preuves dans l'accompagnement des jeunes burundais en les aidant à s'insérer dans le marché du travail.

« La formation que CREOP-Jeunes a dispensé en faveur des jeunes finalistes des universités membres de l'AUF est d'importance capitale dans l'insertion professionnelle des jeunes. Je ne doute pas que ces jeunes étudiants ont une avancée importante en ce qui est des techniques de recherche d'emploi et d'intégration professionnelle. Ces jeunes peuvent témoigner que les modules dispensés n'ont été ren-

contrés nulle part dans leur parcours académique », indique Lydie Ndayishimiye, responsable de CREOP-Jeunes.

## Les bénéficiaires de la formation s'en réjouissent

Elsie Simona MIKAZA, lauréate de l'Université Lumière de Bujumbura affirme que grâce à la formation qu'elle a suivie, désormais elle maîtrise comment faire un CV actualisé. « J'ai eu aussi des notions en rapport avec l'éthique et la déontologie professionnelle, comment me comporter lors d'une interview et d'autres choses intéressantes. Ce qui m'aidera à bien constituer mon dossier pour postuler à un emploi », renchérit-elle.

Selon Audace NZEYIMANA, lauréat de l'Université Sagesse d'Afrique (USA) en Economie, les connaissances acquises lui seront très utiles dans la recherche d'un emploi ou d'un stage professionnel.

A la fin des cérémonies de clôture de la formation, l'AUF a primé cinq meilleurs lauréats de la compétition organisée à l'issue de la formation. Enfin, l'AUF a décerné des attestations de participation (certificats) aux jeunes qui ont suivi la formation.

Il est à rappeler que l'année prochaine (2023), cette formation sera dispensée dans les deux universités membres de l'AUF de l'intérieur du pays qui sont l'Université Polytechnique de Gitega (UPG) et l'Université de Ngozi (UNG).

## SOCIETE

# La punition, un couteau à double tranchant dans l'éducation de l'enfant

L'éducation des enfants constitue un vrai défi pour les parents à la maison ou les éducateurs dans les écoles ou les garderies d'enfants. Il importe aux enfants une éducation sûre. Dans un long processus où les adultes veillent sur la croissance et la personnalité de l'enfant, la punition est l'un des instruments dont ils se servent pour mener à bien leur mission. Autour de la punition comme instrument de l'éducation, les idées divergent...

**A**u Burundi, la punition est un moyen incontournable pour éduquer les enfants. Dans la société burundaise, la punition prend différentes formes. La punition corporelle reste cependant la plus répandue et elle est tolérée par les valeurs et la culture. Parfois, les usages empruntés sont plus violents. Certains parents se montrent plus rigoureux. Des enfants sont blessés et la relation parent-enfant est caractérisée par une peur permanente.

Malgré les avancées observées ces dernières années, les cas de violence contre les enfants persistent. Dans le deuxième semestre de l'année 2020, la commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme a répertorié 50 cas de viol ou de tortures et dénoncé la maltraitance des enfants au niveau des familles.

## Des conséquences du châtiement

La punition peut ruiner l'avenir d'un enfant ou influencer négativement



La punition peut ruiner l'avenir d'un enfant ou influencer négativement sur sa personnalité.

sur sa personnalité. Dr Catherine Gueguen, spécialisée en pédiatrie et en haptonomie donne quelques explications. Selon cette chercheuse, les violences et les humiliations sont nocives pour le cerveau des enfants et elles dégradent leur estime de soi sans les engager dans un processus d'apprentissage d'un nouveau comportement. Formatrice de professionnels de l'enfance, Gueguen s'inscrit en faux contre

la croyance populaire qui met la punition au service de l'éducation. Pour elle, punir est une forme de violence qui induit la peur et le conditionnement. Cette femme affirme que la punition ne responsabilise pas l'enfant (ou l'adolescent). Tout simplement. « Chaque fois qu'on punit un enfant, on l'humilie, on le fait souffrir, et cela entrave le bon fonctionnement de son cerveau », résume-t-elle.

Pour la psychologue Isabelle Fillozat, la punition s'adresse aux symptômes, et non aux causes des problèmes. « Comme le problème ne sera pas résolu, il ne manquera pas de se manifester à nouveau par d'autres comportements déviants, entraînant fatalement une escalade », explique-t-elle. Elle affirme que la punition évite à l'enfant de faire face aux conséquences de ses actes. Ce qui l'éloigne du sentiment

de responsabilité. Comme l'enfant « paie » par la punition, il se considère comme exonéré de la faute et ne s'y attarde donc pas davantage.

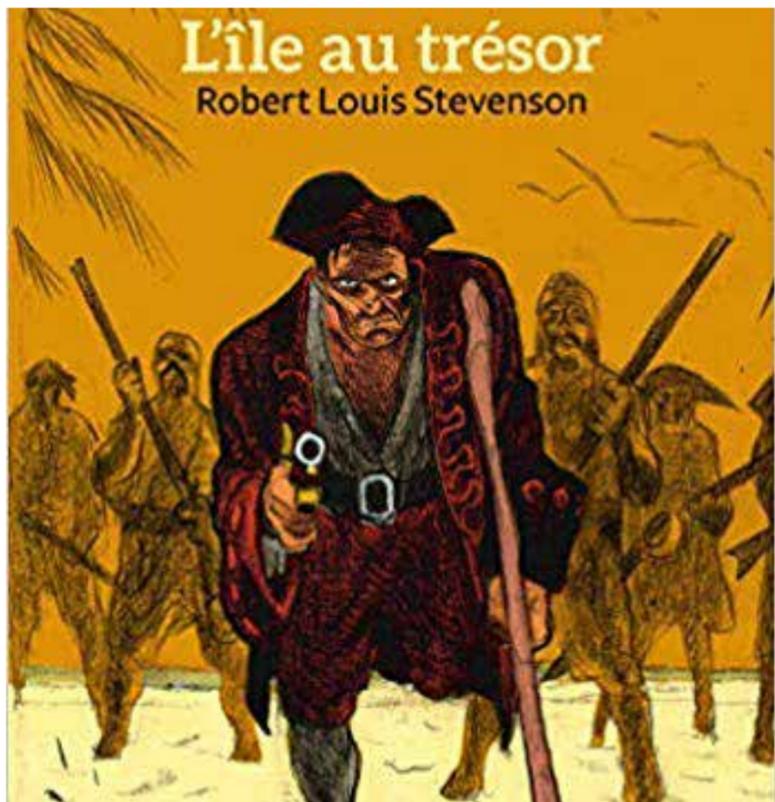
Les émotions causées par la punition stimulent le circuit de stress et empêchent l'enfant de réfléchir à ce qu'il a fait. La mémoire fonctionnera le stress, la crainte, la colère et non pas ce qui aura déclenché la punition.

## La punition peut être bénéfique

Si dans une certaine mesure, le châtiement corporel est considéré comme une torture et est même interdit par le droit de l'enfant, d'autres punitions doivent être administrées avec précaution pour leur efficacité.

Pour certains chercheurs, la punition peut aider l'enfant à grandir et avoir un effet positif si elle est bien choisie et bien administrée. Pour que la punition soit bien comprise, il faut respecter quelques règles. Il faut surtout se rendre compte que l'enfant reconnaît ce qu'il fait est interdit. Selon les experts de Passport santé, c'est déconseillé d'infliger une punition à un enfant quand c'est la première fois qu'il commet une faute. Il est donc gênant de lui dire qu'il a mal fait et de le punir à la prochaine fois s'il récidive. Aussi, ils rappellent que la punition doit être adaptée à l'âge, suivant la gravité de la bêtise commise. Il faut surtout expliquer à l'enfant pourquoi il est puni.

Jonathan Ndikumana



## « L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

Il n'eut pas de réponse.

« Abraham Gray, reprit-il, c'est à vous que je parle ! »

Toujours pas de réponse.

« Gray, répéta M. Smollett, je quitte le navire et je vous ordonne de suivre votre capitaine !... Je sais que vous êtes un brave garçon, et qu'aucun de vous n'est aussi mauvais qu'il veut le paraître... J'ai ma montre en main, Gray, et je vous donne trente secondes pour me rejoindre... » Il y eut un silence.

« Allons, mon garçon, dit encore le capitaine, ne nous tenez pas ainsi le bec dans l'eau... Chaque seconde de retard met en danger la vie de ces messieurs !... »

Là-dessus, une sorte de tumulte sourd, un bruit de lutte ; puis Abraham Gray bondit hors de l'écouille, un coup de couteau dans la joue, et courut à son chef comme un bon chien à l'appel de son maître.

« Je suis avec vous, capitaine », dit-il.

Un instant après il nous avait rejoints tous deux dans le canot, et nous faisons force de rames. Nous étions sains et saufs hors du schooner, mais point encore à l'abri dans le blockhaus.

### XVII

#### Le dernier voyage du canot

(Suite du récit du docteur)

Notre canot était visiblement trop chargé. Cinq hommes (dont trois avaient plus de six pieds de haut) représentaient déjà un poids excessif pour une embarcation pareille. Or, nous avions, en outre, plusieurs quartiers de porc salé, trois sacs de biscuit et une assez grande quantité de poudre. Aussi embarquions-nous de l'eau à chaque instant, et nous n'avions pas fait cent yards que mes culottes et les basques de mon habit étaient littéralement trempés.

Le capitaine nous fit mieux répartir le chargement, ce qui améliora un peu les choses. Mais à peine osions-nous respirer, de peur de causer un désastre.

D'autre part, la marée commençait à descendre. Un courant assez fort

se formait, venant de l'ouest de la baie et se dirigeant vers la passe par où nous avions eu accès dans la matinée. Les ondulations mêmes de l'eau étaient un danger pour notre équilibre très peu stable. Mais le pis, c'est que le courant nous détournait de notre route, et nous portait derrière le renflement de la côte : en nous laissant entraîner, nous serions allés droit sur les chaloupes, où les révoltés pouvaient arriver d'une minute à l'autre. L'embarras était pour moi, car je tenais la barre.

« Il m'est impossible de gouverner sur le blockhaus, dis-je enfin au capitaine qui s'était mis aux avirons avec Redruth. La marée nous fait dévier. Ne pourriez-vous pas appuyer un peu plus sur votre gauche ?... »

– Non pas sans couler à pic, me fut-il répondu. La barre à tribord, s'il vous plaît, la barre à tribord jusqu'à ce que vous voyiez que nous gagnons sur le courant !... »

Je fis de mon mieux, mais le jusant ne cessa pas de nous faire dériver jusqu'à ce que nous eussions le cap droit à l'Est, c'est-à-dire à angle droit avec notre vraie direction.

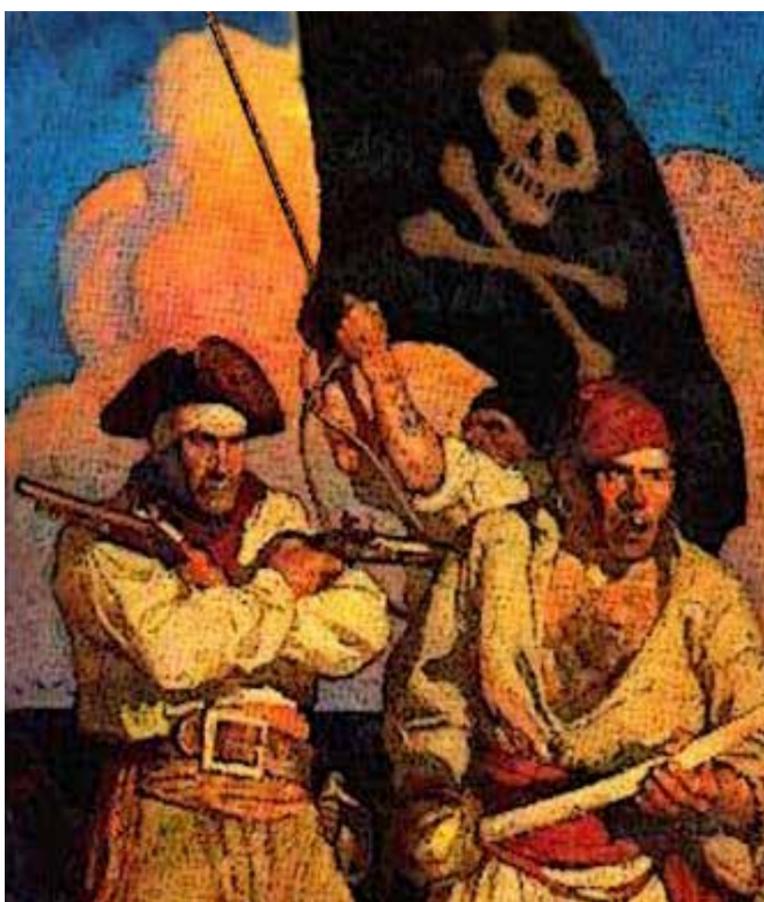
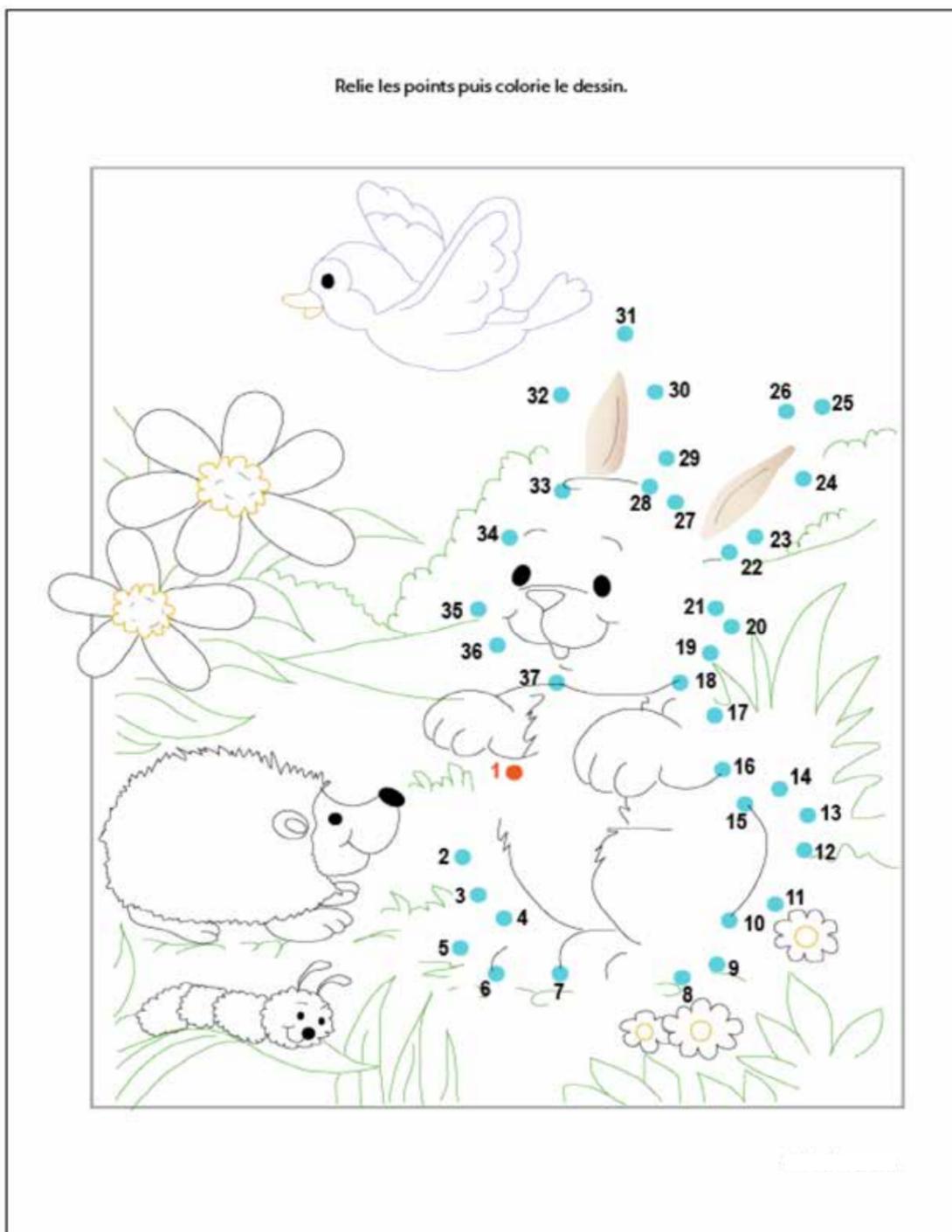
« Ce n'est pas ainsi que nous arrivons à terre, repris-je.

– Nous n'avons pas le choix, répliqua le capitaine. Il est indispensable que nous restions au-dessus du point que nous avons en vue, en faisant tête au courant ; car s'il nous entraînait au-dessous de ce point, Dieu sait où nous irions atterrir sans compter la chance d'être attaqués par les chaloupes ; tandis que comme ceci, il faudra bien que le courant perde de sa force et nous pourrions alors biaiser le long de la côte.

– Le courant est déjà moins fort, monsieur, me dit Gray, le matelot, qui s'était placé à l'avant. Je crois que vous pourriez laisser porter d'un point ou deux...

– Merci, mon garçon », lui répondis-je tout tranquillement, car chacun avait déjà résolu à part soi de le traiter en ami et comme s'il n'y avait pas eu le moindre malentendu.

Tout à coup le capitaine, dont la face était naturellement tournée vers le schooner, en ramant vers la côte, parut s'émouvoir de ce qu'il voyait :



« Le canon ! dit-il tout à coup d'une voix légèrement altérée.

– J'y ai bien pensé, répondis-je, convaincu qu'il pensait à une possibilité de bombardement du blockhaus. Mais ils n'ont aucun moyen de le débarquer, et l'eussent-ils, ils ne pourraient jamais le traîner à travers les bois.

– Je parle de la pièce qui est à l'arrière », répliqua le capitaine.

Relie les points puis colorie le dessin.

« Israël a été canonnier sous Flint », fit observer Gray d'une voix rauque.

À tout risque, je dirigeai le canot vers mon débarcadère. Nous étions heureusement déjà assez loin du fil du courant pour pouvoir prendre et garder cette direction. Mais, en revanche, nous présentions maintenant le flanc et non plus l'arrière à l'Hispaniola, et nous devenions pour sa bordée une cible aussi large qu'une porte cochère.

Non seulement je voyais, mais j'entendais ce coquin à face d'ivrogne, Israël Hands, poussant du pied un boulet sur le pont.

« Qui est le plus sûr ici de son coup de fusil ? demanda le capitaine.

– M. Trelawney, sans comparaison, répondis-je.

– Monsieur Trelawney, voulez-vous avoir l'obligeance de me descendre un de ces gredins ? Hands, si c'est possible, reprit le capitaine.

Trelawney, aussi calme qu'à l'affût, examina l'amorce de son arme.

« Attention au recul, monsieur, dit le capitaine, ou vous nous chavirez !... Que tout le monde se tienne prêt à faire contrepoids quand le coup partira... »

Le squire épaula son fusil, les avirons restèrent immobiles, chacun se pencha pour maintenir l'équilibre, et tous les mouvements furent si bien combinés qu'il n'entra pas une goutte d'eau dans le canot.

La suite de "L'île au trésor",...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 26 décembre 2022 à 21h10



**Film: Robin des Bois**

Genre : Aventures  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : Otto Bathurst  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2018

Robin de Loxley revient en Angleterre après avoir combattu durant de longues années au coeur des Croisades. De retour à Nottingham, il découvre ses terres saccagées et les habitants totalement ruinés. L'impitoyable shérif de Nottingham, à la botte de l'Église, a pris le commandement de la région...

mardi 27 décembre 2022 à 20h45



**Doc: Prédateurs**

Genre : Découverte  
Durée : 95 mn  
Réalisateur : David Wallace  
Nationalité : Angleterre  
Année : 2000

Entre la gazelle et le guépard, le rapport de force est plutôt équilibré. De tous les animaux terrestres, le guépard est le plus rapide, mais la gazelle est capable de maintenir sa vitesse de pointe plus longtemps que lui et elle a donc toutes les chances de lui échapper...

mercredi 28 décembre 2022 à 20h55



**Film: Le bossu**

Genre : Cape et d'épée  
Durée : 125 mn  
Réalisateur : Philippe de Broca  
Nationalité : France  
Année : 1997

1699. Lagardère veut percer le mystère de l'invincible botte du duc de Nevers. Ce dernier, richissime, est haï en silence par son cousin Gonzague, unique héritier de sa fortune. Cette jalousie est attisée par la découverte de l'existence d'un héritier né de la liaison de Nevers avec Blanche de Caylus...

jeudi 29 décembre 2022 à 20h35



**Doc: Prodigeux colibris**

Genre : Animalier  
Durée : 45 mn  
Nationalité : Etats-Unis

Suivez le rythme effréné des colibris et entrez dans leur monde. Observez-les s'accoupler, se disputer, fonder une famille... Ces prodigeux colibris sont des athlètes hors pair et des parents au coeur tendre, prêts à tout pour leurs petits !

vendredi 30 décembre 2022 à 20h50



**Film: Le fidèle**

Genre : Drame policier  
Durée : 130 mn  
Réalisateur : Michael R. Roskam  
Nationalité : Belgique  
Année : 2017

À Bruxelles, Bénédicte, pilote auto, vient de disputer une course lorsqu'elle fait, sur un circuit, la rencontre de Gino. C'est le coup de foudre. Ce que Bénédicte ne sait pas, c'est que le jeune homme fait partie d'un gang spécialisé dans le braquage de banques et de transports de fonds...

samedi 31 décembre 2022 à 20h55



**Film: Allan Quatermain et la cité de l'or perdu**

Genre : Aventures  
Durée : 105 mn  
Réalisateur : Gary Nelson  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 1986

Allan Quatermain et sa compagne, Jesse, sont en Afrique. Juste avant de prendre le bateau pour les Etats-Unis où il doit rencontrer les parents de Jesse, Allan Quatermain porte secours à un homme poursuivi par des indigènes armés. L'individu délire et parle du mur de Jalpora...

dimanche 01 janvier 2023 à 20h50



**Film: Oblivion**

Genre : Action  
Durée : 120 mn  
Réalisateur : Joseph Kosinski  
Invités : Ugo Savary  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2013

2077 : sur une planète Terre dévastée et radioactive, Jack Harper est en charge de la sécurité et de la réparation des drones. Après des décennies de guerre contre une force extraterrestre terrifiante, il fait partie d'une vaste opération d'extraction des dernières ressources nécessaires...

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

- 1. Film à succès • Note de musique • 2. Aimables • 3. Mesure le poids
- 4. Pot dans le désordre • Le meilleur • « Alu » dans le désordre • 5. Néant • 6. Pour les ongles • Point cardinal • 7. Immobiles • 8. Insecte bébé • À distance • 9. Démonstratif • Festin canin • 10. Sport • Impératrice au cinéma

VERTICALEMENT

- 1. ... mieux ou pis • Fleur • 2. Début de « immobile » • Eut du mal • 3. Type de Fiat • Mot de gratitude • 4. Au tennis • Inspiration • 5. Organisme de recherche spatiale • Semblables • 6. Pays de Robison (pl.) • Lithium • 7. Démonstratif • Ce qu'on donne au chien • 8. Souillés • 9. Tue dans le désordre • Règle • 10. ... de télévision • Possessif

Proverbes

« Ce qui est fait n'est plus à faire »

Quand on peut faire une chose, il ne faut pas la différer à un autre temps.

« Ce n'est pas à un vieux singe qu'on apprend à faire la grimace »

On n'apprend pas une chose à quelqu'un qui est plus expérimenté dans le domaine

« C'est en forgeant qu'on devient forgeron »

C'est par l'exercice que l'on acquiert de la compétence

« Bon pied, bon œil! »

Avoir l'air en bonne santé, vif

« Bon fruit vient de bonne semence »

Des bons parents font forcément de bons enfants

« Bon chien chasse de race »

On hérite généralement des qualités de sa famille

« Bien faire et laisser dire »

Il faut faire son devoir sans se préoccuper des critiques

« Bien en commun ne fait pas monceau »

Ce qui appartient à tout le monde est souvent très mal entretenu

« Au paresseux, le poil lui pousse dans la main »

Se dit d'une personne qui ne fait rien

« A vivre, on apprend toujours quelque chose »

La vie est expérience. Abondance de biens ne nuit pas - on accepte encore, par mesure de prévoyance, une chose dont on a déjà une quantité suffisante

« A vieux comptes, nouvelles disputes »

Une dette non résolue, aussi éloignées soit-elle est toujours une source de conflit

« A la guerre comme à la guerre »

Se dit lorsque l'on évince les dernières hésitations

Mots croisés : Solution du numéro précédent

C H E V A L I E R S  
A \* N O M A D E \* O  
R I V I E R E \* P U  
A \* E T R A N G E \*  
V O L \* T \* N O  
A N O N I S S U  
N \* P E U \* Q U A I  
E M P E R E U R S \*  
\* A E \* N U E S \* V  
V I S S E E S \* P U

## Revue annuelle du Programme PNUD au Burundi

# Des contributions significatives dans plusieurs domaines

56 213 406 USD (114 850 902 584 BIF) provenant de ses ressources propres (21%) et des ressources mobilisées auprès des partenaires (79%) est le montant déjà investi par le PNUD au Burundi pour l'année en cours jusqu'au 15 décembre 2022 dans le cadre de son programme Pays 2019-2023. Les interventions du PNUD au Burundi sont significatives dans plusieurs domaines

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burundi a organisé du 15 au 16 décembre 2022 en Mairie de Bujumbura une revue annuelle 2022 de son programme Pays 2019-2023. C'était dans le cadre d'analyser les résultats déjà atteints jusqu'en 2022, d'apprécier les progrès vers le changement et de définir les priorités pour 2023, dernière année du Programme Pays 2019-2023.

Dans son discours d'ouverture, Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi a d'abord rappelé que le programme de coopération du PNUD a fait l'objet d'une évaluation du Bureau Indépendant du PNUD basé à New York et que les conclusions ont été présentées devant les partenaires au cours de l'atelier de lancement du processus d'élaboration du nouveau Programme Pays 2024-2027 qui devra être présenté au Conseil d'administration des Nations Unies à la session de septembre 2023. « Dans ce cadre, nous allons intensifier des consultations avec tous les partenaires tant techniques que ceux au développement et toutes les couches de la société pour recueillir leurs appréciations de l'appui du PNUD ainsi que leurs avis de manière à alimenter l'élaboration du nouveau cadre », explique-t-il.

### Environ 115 milliards de FBu déjà engagés par le PNUD

Mathieu Ciowela fait savoir que la contribution du PNUD au Burundi a été significative dans plusieurs domaines. Il précise que le PNUD a déjà investi au Burundi pour l'année 2022 un montant de 56 213 406 USD (114 850 902 584 BIF). 21% de ce montant proviennent de ses ressources propres tandis que 79% des ressources sont mobilisées auprès des partenaires. Le Représentant Résident du PNUD au Burundi réitère ses remerciements et sa reconnaissance aux partenaires (Union Européenne, Coopération Suisse, Fonds Mondial, Fonds de consolidation de la Paix, Belgique) pour la confiance faite au PNUD.

Mathieu Ciowela fait savoir que des améliorations ont été faites dans plusieurs domaines. Il cite entre autres l'élaboration des cadres stratégiques et de planification ainsi que la fourniture des services conseils et stratégiques sur les chantiers prioritaires de développement et au regard de la vision des autorités nationales, l'amélioration de l'accès aux indicateurs de suivi des politiques et stratégies afin de permettre aux décideurs de bien orienter les décisions pour le bien-être de la population, l'amélioration de l'accès des populations vulnérables en particulier les femmes et les jeunes aux services financiers en vue de leur autonomisation et de l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

Il y a également le renforcement de la fourniture des services publics de qualité et de proximité, notamment



Le PNUD au Burundi est invité à ne pas se laisser mais plutôt à multiplier ses efforts pour appuyer le Gouvernement dans son combat acharné contre la pauvreté.

la sécurisation foncière, la digitalisation de l'état civil au niveau communal et l'extension des guichets uniques provinciaux. Le PNUD au Burundi a également contribué à la facilitation de l'accès des communautés à la justice et aux droits et le désengorgement des arrières judiciaires et des prisons, et à l'amélioration de la cohésion sociale entre les communautés.

### Le domaine de l'environnement n'a pas été laissé de côté

Cette organisation des Nations Unies a aidé dans la réduction de la vulnérabilité des zones à haut risque au changement climatique et aux catastrophes naturelles et dans l'intensification de l'engagement des communautés autour de la protection et de la préservation de l'environnement ainsi que dans la dissémination de la culture du risque auprès des communautés. Il a en outre contribué dans la promotion des énergies renouvelables avec l'installation prochaine des mini réseaux et des plateformes multifonctionnelles dans onze villages hors réseaux.

### La santé, un domaine pleinement soutenu

Dans le domaine de la santé, grâce aux subventions du Fonds Mondial (FM), le PNUD a investi dans

la poursuite des efforts en vue de l'éradication de trois maladies dont le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose.

La mise en œuvre a été faite à travers les différents partenaires dont le PNL, le PNLT, Caritas, Croix Rouge Burundi ainsi que les structures associatives telles que l'ANSS, le SWAA, etc. Les FOSA confessionnelles, publiques, privées ... participent également dans la mise en œuvre.

Le domaine technologique a été aussi touché. Le PNUD a investi dans la promotion de l'innovation et du numérique ainsi que dans l'entrepreneuriat des jeunes.

Dans le domaine de e-gouvernance, le PNUD au Burundi a contribué dans le diagnostic et l'état de lieux du système de collecte et de gestion des taxes et les recettes communales, la fourniture des équipements IT, la digitalisation de la gestion des taxes et des recettes communales, l'identification des contribuables, des matières taxables, l'identification des normes TIC, la plateforme en ligne sur les normes TIC et les cadres réglementaires.

Pour le e-commerce, le PNUD a contribué à la mise en place de la stratégie nationale de e-commerce, la création des télécentres communautaires, les procédures BBN,



Francine Inarukundo, secrétaire permanente au ministère en charge de la coopération au développement : « Les interventions du PNUD ont induit des changements dans la vie du citoyen burundais. Cela se manifeste à travers ses appuis multiformes en faveur du Gouvernement du Burundi ».

le commerce en ligne, la fourniture des équipements TIC, etc.

Le Représentant Résident du PNUD au Burundi remercie les acteurs et partenaires engagés à tous les niveaux (central, provincial, communal et collinaire) pour leurs contributions et disponibilité. « Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans leur implication », reconnaît Mathieu Ciowela.

Lors de cette revue annuelle 2022, il a été constaté que la mise en œuvre du Programme du PNUD au cours de l'année a fait face à certaines contraintes notamment la difficulté de mobilisation des ressources financières, la faible responsabilisation et appropriation des bénéficiaires affectant le niveau de pérennisation des acquis, la non-harmonisation des approches par les acteurs de développement, le manque de base des données pour certains projets.

### Le ministère des Finances salue l'engagement du PNUD

Francine Inarukundo, secrétaire permanente au ministère des Finances, du Budget et de la Planification au Développement qui a représenté le ministre a manifesté sa gratitude envers l'équipe du Système des Nations Unies au Burundi en général et le PNUD en particulier pour sa contribution d'une manière significative à l'amélioration du niveau de vie de la population en

général et des personnes vulnérables en particulier. Selon lui, les interventions du PNUD ont induit des changements dans la vie du citoyen burundais. « Cela se manifeste à travers ses appuis multiformes en faveur du Gouvernement du Burundi », explique-t-elle avant d'ajouter que cela témoigne son engagement à soutenir le gouvernement du Burundi dans la mise en œuvre du PND 2018-2027.

Francine Inarukundo invite le PNUD à ne pas se laisser mais plutôt à multiplier ses efforts pour appuyer le Gouvernement dans son combat acharné contre la pauvreté afin de parvenir à l'objectif « Burundi Pays Emergent en 2040 et Développé en 2060 ».

Et de faire un clin d'œil : « l'impact voulu ne peut être obtenu sans qu'il y ait un engagement déterminé et une appropriation des bénéficiaires à différents niveaux en se rassurant de la bonne gestion des ressources ».

### Le Plan-Cadre de Coopération pour le Développement Durable pour la période 2023-2027 signé

Le secrétaire permanent au ministère des Finances révèle que le gouvernement du Burundi et le système des Nations Unies viennent de signer un Plan-Cadre de Coopération pour le Développement Durable pour la période 2023-2027. Ce dernier est considéré comme une feuille de route commune pour tous les partenaires au développement qui voudraient accompagner le pays de façon cohérente, collaborative, efficace et efficiente. « L'efficacité dont a besoin le Burundi devrait se traduire par un impact visible dans tous les secteurs d'activités et par une transformation positive des conditions de vie de la population burundaise sans laisser personne de côté ». Ce plan-cadre devrait acheminer tout citoyen burundais vers une société plus prospère, inclusive et résiliente d'ici 2027.

Francine Inarukundo rappelle que le Burundi est déjà entré dans une nouvelle ère où il ne connaît qu'un seul et unique défi de taille qui est « la pauvreté ». Elle invite tout burundais à user toutes les approches pragmatiques possibles pour soutenir le Président de la République qui a fait de la lutte contre la pauvreté et de la croissance économique son cheval de bataille afin que « chaque bouche ait à manger et chaque poche ait de l'argent ».



Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi : « La contribution du PNUD au Burundi a été significative dans plusieurs domaines. Un montant de 114 850 584 BIF est déjà investi pour l'année 2022 ».